



---

# Rapport économique 2022

## Costa Rica

26 juin 2023

---

### Executive Summary

L'économie costaricienne a su rapidement rattraper les niveaux pré-pandémiques. Après le boom de 2021 (+7,8%), le taux de croissance du PIB s'est stabilisé à 3.8% en 2022. L'augmentation des exportations (principalement vers les USA), la reprise du tourisme, de l'investissement privé et de la consommation sont les principaux moteurs de cette croissance. L'inflation, qui affichait un taux record de 7.8% pour l'année 2022, a rapidement été maîtrisée pour retomber à 2.4% en avril 2023. Malgré l'impact de la pandémie, le taux de chômage est tombé à 12.5% en 2022.

En matière de politique économique extérieure, le gouvernement de Rodrigo Chaves, arrivé au pouvoir en mai 2022, souhaite travailler à une ouverture vers le Pacifique, une meilleure intégration régionale ainsi qu'une facilitation du commerce et des investissements étrangers. La pratique semble pour l'instant confirmer la théorie : en juillet 2022, le Costa Rica a demandé son adhésion à l'Alliance du Pacifique et en mars 2023 un accord de libre-échange a été signé avec l'Equateur.

Le Costa Rica est le premier partenaire commercial de la Suisse en Amérique centrale. Le commerce bilatéral poursuit sa croissance pour atteindre un volume commercial de 365 millions CHF en 2022 (+17.2%). Les produits pharmaceutiques (69%), les instruments médicaux, l'horlogerie et les machines (23%) dominent toujours les exportations suisses (223 mio. CHF), tandis que les importations sont principalement constituées de produits agricoles (81%), mais aussi d'instruments médicaux et de machines (11%).

Seul membre de l'OCDE en Amérique centrale, pays stable, le Costa Rica représentait en 2022, pour la deuxième année consécutive, le principal bénéficiaire des investissements directs étrangers de la région. La Suisse n'est pas en reste et occupe le 6<sup>e</sup> rang du classement. De manière générale, les entreprises suisses présentes dans le pays (multinationales et PME) apprécient l'environnement économique, même s'il n'est pas exempt de défis (lenteur bureaucratique, taux d'intérêts élevés, etc.).

Une mission économique menée par le SECO et S-GE en mai 2023 a permis de resserrer les liens avec ce partenaire important de la Suisse, sur le plan multilatéral également, et de mieux comprendre le climat économique et les opportunités d'investissement de la région.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>1</b>	<b>SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE</b> .....	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISES</b> .....	<b>3</b>
<b>3</b>	<b>POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE</b> .....	<b>4</b>
3.1	Politique et priorités du pays hôte .....	4
3.2	Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif) .....	4
<b>4</b>	<b>COMMERCE EXTÉRIEUR</b> .....	<b>5</b>
4.1	Evolution et perspectives générales .....	5
4.2	Commerce bilatéral .....	5
<b>5</b>	<b>INVESTISSEMENTS DIRECTS</b> .....	<b>6</b>
5.1	Evolution et perspectives générales .....	6
5.2	Investissements bilatéraux .....	6
<b>6</b>	<b>PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE</b> .....	<b>7</b>
6.1	Instruments de la promotion économique extérieure suisse .....	7
6.2	Intérêt du pays hôte pour la Suisse .....	7
ANNEXE 1 – Structure de l'économie .....		8
ANNEXE 2 – Principales données économiques .....		9
ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux .....		10
ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux .....		11
ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs .....		12

## **1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE**

L'économie costaricienne a su rapidement rattraper les niveaux pré-pandémiques. Cependant, à moyen et à long terme cette reprise favorise l'accroissement des inégalités économique et sociale, dans un contexte déjà marqué par une économie « à deux vitesses ». Après le boom de 2021 (7.8%), le taux de croissance du PIB a retrouvé en 2022 son niveau d'avant la pandémie (3.8%). L'augmentation des exportations nettes de biens et services (principalement vers les USA), la reprise du tourisme, de l'investissement privé et de la consommation sont les principaux moteurs de cette croissance. Les prévisions du FMI pour 2023 montrent une certaine stabilité avec un taux de croissance oscillant autour des 3%. La majeure partie de la production est concentrée dans la GAM (Gran Área Metropolitana – qui compte les agglomérations de San José, Alajuela, Cartago et Heredia). Ces quatre zones représentent plus de 77% des exportations totales du pays. Par ailleurs, la baisse du dollar par rapport au colon costaricien pourrait avoir des effets négatifs sur les exportations, rendant le pays moins compétitif dans la région, ce qui affecterait les investissements directs étrangers ainsi que le tourisme.

En outre, l'inflation affichait un taux record de 7.8% pour l'année 2022, soit plus du double que l'année précédente (3.3%). Comme pour le reste de la région, les denrées alimentaires et l'énergie en ont été les principaux facteurs, représentant plus de 90% de l'inflation du pays. Le Costa Rica est cependant le pays d'Amérique latine qui a su réduire le plus rapidement son inflation. Celle-ci n'a cessé de diminuer depuis le pic d'août 2022 (12.1%), pour tomber à 2.4% en avril 2023. Malgré l'impact négatif de la pandémie, le taux de chômage est tombé à 12.5% en 2022.

Au niveau structurel, l'informalité représente un grand défi pour le pays. Celle-ci représente environ 45% de l'emploi, selon l'analyse de l'OCDE présentée en février 2023. L'étude relève que cette forte informalité est à la fois une cause et une conséquence de la faible productivité.

Malgré un taux de croissance du PIB constant, le pays n'est pas non plus parvenu à faire reculer la pauvreté au cours des dix dernières années. Cette dernière stagne autour de 25% de la population, soit 399'439 ménages pauvres, dont 110 631 dans l'extrême pauvreté<sup>1</sup>.

Quant aux inégalités (coefficient de Gini), elles ne cessent de s'accroître, contribuant à diviser davantage la société. Les inégalités sont également marquées au niveau régional, avec un développement à deux vitesses entre la zone métropolitaine autour de San José et le reste du pays. A ceci, on peut ajouter une détérioration progressive des systèmes de santé et d'instruction publique, qui ont fait la fierté du Costa Rica, au profit de structures privées.

## **2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES**

Le secteur du medtech continue son expansion (actuellement plus d'un tiers des exportations du Costa Rica) et représente un potentiel intéressant pour les entreprises suisses. Certaines, comme Roche, qui a investi 100 millions USD dans un nouveau centre de services pour l'Amérique latine, continuent à développer leurs activités dans ce domaine. La prochaine étape pour ces entreprises serait de pouvoir faire de la recherche et développement dans le pays, mais la bureaucratie freine encore cette possibilité. D'autres sont en phase de prospection et mènent des discussions afin de décider de l'éventuel établissement d'un site de production.

Le secteur du tourisme, en croissance continue depuis des années, offre de bonnes opportunités et compte déjà plusieurs PME gérées par des Suisses ou créées grâce à des investissements suisses. La liaison directe avec Zurich assurée par Edelweiss assure en outre un afflux important de touristes suisses (29'766 en 2022, 6e destination de provenance en Europe). Un MoU entre Suisse Tourisme et l'Institut Costaricien du Tourisme (ICT) a été signé en mai 2023, afin de renforcer la collaboration dans le domaine du tourisme durable.

<sup>1</sup> Chiffres de novembre 2022 de l'institut national des statistiques et du recensement du Costa Rica (INEC)

L'agriculture à haute valeur ajoutée et l'Agrotech en particulier constitue un autre domaine dans lequel plusieurs PME suisses sont actives (café, cacao, ananas) et investissent afin de transformer leurs produits sur place pour l'exportation.

### **3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE**

---

#### **3.1 Politique et priorités du pays hôte**

Le gouvernement de Rodrigo Chaves, arrivé au pouvoir en mai 2022, a défini de nouvelles priorités en matière de commerce extérieur. Il s'agit notamment d'une ouverture vers le Pacifique, une meilleure intégration régionale ainsi qu'une volonté de faciliter le commerce et les investissements étrangers. Le tout en poursuivant l'intégration du Costa Rica au sein de l'OCDE. La pratique semble confirmer la théorie : le 1er mars 2023, le président Chaves et son homologue équatorien Guillermo Lasso signent un accord de libre-échange. Ce dernier constitue le premier de leurs gouvernements respectifs. Ce traité devrait permettre à plus de 90% des exportations costariciennes (tels que médicaments, café, pneus) à destination du marché équatorien d'être exemptés de droits de douane.

Le 7 juillet 2022, le Costa Rica formalisait son intention d'adhérer à l'Alliance du Pacifique. En octobre suivant, les quatre pays membres du groupe (Chili, Colombie, Pérou et Mexique) ont donné leur accord. Depuis, le processus a subi une « pause » en raison de la situation politique délicate que vit le Pérou. Fin mars 2023, l'administration du président Rodrigo Chaves a relancé les consultations. Outre les obstacles liés à l'agenda international, l'adhésion du Costa Rica se heurte à la résistance de groupes locaux, notamment des agriculteurs. Ceux-ci critiquent les avantages tarifaires que procurerait l'accord aux importations de produits agricoles. Leur frustration a notamment donné lieu à une manifestation à San José le 29 mars. L'Université du Costa Rica (UCR) a également participé à cette marche pacifique, non s'en recevoir des critiques de la part du président Chaves.

En rejoignant cette alliance, le Costa Rica renforcerait ses liens avec les pays d'Amérique latine, mais cela lui permettrait surtout d'utiliser cette intégration pour se tourner vers l'Asie. Singapour est d'ailleurs sur le point de devenir le premier Etat associé au groupe. Un accord de libre-échange entre Singapour et les nations de l'Alliance a été signé en janvier 2022. La Corée du Sud devrait être le prochain sur la liste.

Ces traités suivent la tendance du Costa Rica qui soutient depuis deux décennies une politique favorisant la signature d'accord commerciaux, d'abord avec des partenaires américains et européens, puis de plus en plus tourné vers l'Asie et les pays voisins. D'autres accords illustrent la volonté d'une plus forte intégration régionale. Citons par exemple celui visant à la protection de l'espace marin du Pacifique partagé par le Costa Rica, le Panama, la Colombie et l'Equateur, signé le 1er mars par les ministres de l'environnement des quatre pays.

#### **3.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)**

Les accords susmentionnés ne présentent pas un potentiel de discrimination significatif pour les exportateurs et les investisseurs suisses. Au contraire, l'adhésion à l'OCDE devrait bénéficier à moyen et long terme à l'ensemble de l'économie costaricienne, ainsi qu'aux intérêts suisses dans le pays.

Depuis l'Accord de Libre-Echange avec l'AELE entré en vigueur en 2014, les exportations suisses ont presque quadruplé, passant de 63 millions d'USD en 2014 à plus de 240 en 2022. Moins rapide, l'augmentation des importations est aussi significative. Il est intéressant de noter que, pour un pays de seulement 5 millions d'habitants, la part des exportations et des investissements suisses est plus importante au Costa Rica qu'au Pérou, en République Dominicaine ou encore en Equateur. Un accord de protection des investissements est également en vigueur et un accord de double imposition devrait être négocié en 2023.

## 4 COMMERCE EXTÉRIEUR

### 4.1 Evolution et perspectives générales

Sans surprise, avec un pourcentage supérieur au 40% du marché, les États-Unis restent le partenaire commercial principal du Costa Rica. Les exportations vers les Pays-Bas et la Belgique s'expliquent par le fait que les ports de Rotterdam et Anvers servent de portes d'entrée pour la majorité des marchandises envoyées vers l'Europe. De plus, les échanges commerciaux avec les pays centroaméricains voisins restent importants. Comme mentionné plus haut (ch. 3.1), le gouvernement Chaves souhaite renforcer encore ces derniers via une plus forte intégration régionale (demande d'adhésion à l'Alliance du Pacifique) et la signature d'accords de libre-échange (mars 2023 avec l'Équateur).

Quant à la Chine, le nouveau gouvernement n'a pas manqué de signaler le défi représenté par l'accord de libre-échange avec ce pays, qui devrait, selon lui, être mieux utilisé. De fait, la Chine représente actuellement moins de 3% des exportations du Costa Rica. Elle est revanche mieux placée au niveau des importations (12%), ce qui génère un déficit commercial important pour le Costa Rica. Le gouvernement Chaves espère pouvoir inverser un peu la tendance et se rapproche également de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC).

Marché encore modeste, mais prometteur, le gouvernement regarde de plus en plus vers le Proche et le Moyen-Orient. Les relations diplomatiques avec les pays de la région sont relativement récentes et le potentiel de croissance du volume commercial important. Depuis l'ouverture réciproque d'ambassades en 2017, le commerce bilatéral entre le Costa Rica et les EAU a par exemple augmenté de 300% pour atteindre 58.7 millions USD en 2022. Quant à l'Arabie saoudite, c'est le principal partenaire commercial du Costa Rica au Moyen-Orient, avec un volume commercial de 103 millions USD 2022. L'espoir est aussi de capturer d'importants investissements (notamment dans le tourisme / hôtels de haut vol) et la coopération dans des domaines comme l'agrotech, la désalinisation de l'eau de mer et la production de biocombustibles. Dans ce contexte, les traités se multiplient. Des négociations d'accords de libre-échange ont été initiées avec Israël et les EAU.

Deux conflits régionaux récents sont portés devant l'OMC par le Costa Rica. Le premier concerne les mesures antidumping imposées par la République Dominicaine à l'importation de barres ou tiges en acier ondulé. Le 23 juillet 2021, le Costa Rica demande l'ouverture des consultations avec ce pays, jugeant ces mesures incompatibles avec certains articles de l'Accord antidumping. Les procédures du règlement du différend sont toujours en cours<sup>2</sup>. Le second, concerne un conflit sur certains produits agricoles (produits laitiers, carnés, certains fruits) avec Panama. Ce différend affecte aussi des entreprises suisses, par exemple les exportations régionales de produits Nestlé fabriqués au Panama. Ne pouvant être résolu à l'amiable, ce conflit est porté devant le mécanisme de résolution de l'OMC pour arbitrage. Là aussi, les procédures du règlement du différend sont toujours en cours<sup>3</sup>.

### 4.2 Commerce bilatéral

Le Costa Rica est le premier partenaire commercial de la Suisse en Amérique centrale. Le commerce bilatéral poursuit sa croissance pour atteindre un volume commercial de 365 millions CHF en 2022 (+17.2%). Exportations et importations ont toutes deux affiché une croissance à deux chiffres, respectivement de 17.6% et 16.6% (cf. annexe 4). La balance commerciale reste favorable à la Suisse avec un peu plus de 80 millions CHF de solde commercial. Les produits pharmaceutiques (69%), les instruments médicaux, l'horlogerie et les machines (23%) dominent toujours les exportations suisses (223 mio. CHF), tandis que les importations sont principalement constituées de produits agricoles (81%), mais aussi d'instruments médicaux et de machines (11%).

<sup>2</sup> Voir [https://www.wto.org/english/tratop\\_e/dispu\\_e/cases\\_e/ds605\\_e.htm](https://www.wto.org/english/tratop_e/dispu_e/cases_e/ds605_e.htm)

<sup>3</sup> Voir [https://www.wto.org/english/tratop\\_e/dispu\\_e/cases\\_e/ds599\\_e.htm](https://www.wto.org/english/tratop_e/dispu_e/cases_e/ds599_e.htm)

## 5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

---

### 5.1 Evolution et perspectives générales

Le Costa Rica représentait en 2022 et pour la deuxième année consécutive le principal bénéficiaire des investissements directs étrangers de la région, selon le rapport de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). Il est suivi par le Guatemala et le Panama. Non content de se reposer sur ses lauriers, le gouvernement actuel multiplie ses efforts pour en attirer davantage. Une délégation au niveau présidentiel était notamment présente au WEF de Davos en janvier 2023.

Un nouvel obstacle est toutefois venu se dresser sur sa route, avec la mise du Costa Rica, le 14 février 2023, sur la liste de l'UE des pays non-coopératifs à des fins fiscales. L'UE reproche au pays de ne pas avoir corrigé les faiblesses signalées dans la collecte de l'impôt sur le revenu (possible double non-imposition). Si cette décision n'a pas entraîné de conséquences financières immédiates, des mesures administratives et des audits plus stricts et plus réguliers font peser un risque défavorable pour l'attraction des investissements, en plus du dégât d'image.

A ceci s'ajoute la décision du gouvernement, en mai 2023, de rompre unilatéralement son financement de Cinde (1,2 mio. USD/an), l'agence d'attraction des investissements étrangers. Cette rupture s'inscrit dans la logique de l'administration Chaves de remaniement des partenariats publics-privés par souci d'économie et de rupture des alliances des administrations précédentes. Suite à cette décision, une nouvelle stratégie d'attraction des investissements étrangers 2023-2026 a été présentée mi-juin 2023 par PROCOMER, l'agence de promotion des exportations, qui reprend le mandat de Cinde. Le document fixe des objectifs ambitieux (13 milliards USD d'investissements directs étrangers, 100'000 emplois créés) auxquels PROCOMER compte parvenir grâce notamment à une stratégie d'investissement différenciée et une plus grande ouverture à l'international.

A noter enfin la forte augmentation du taux de criminalité au cours des dernières années et son impact potentiel sur l'attraction des investissements étrangers si la situation devait continuer à se détériorer. Entre 2012 et 2022, le nombre d'homicides a augmenté en continu, passant de 8,6 à 12.6 pour 100'000 habitants. Il s'agit de la plus forte croissance du continent durant cette période (+48%), devant les États-Unis (+38%), Haïti (+34%), la Jamaïque (+25%) et le Mexique (+23,8%)<sup>4</sup>. L'année 2022 a marqué un record absolu dans l'histoire du Costa Rica avec 656 assassinats (+68 par rapport à l'année précédente) et 2023 devrait être pire encore.

### 5.2 Investissements bilatéraux

La Suisse conserve son 6<sup>e</sup> rang parmi les principaux investisseurs étrangers du pays. Les autres partenaires du top 10 restent les mêmes avec les USA en tête, suivis par l'Espagne et le Mexique (cf. annexe 5). En termes d'investissements, il faut différencier entre zones franches (*free trade zone*) et le reste du pays : dans les premières les entreprises ne rencontrent presque aucun problème, dans le deuxième cas elles font face aux typiques problèmes des pays latino-américains : corruption, nécessité d'avoir un excellent partenaire local, faible sécurité juridique, criminalité. Suivant leur domaine, les investisseurs suisses peuvent donc faire face à des interlocuteurs très différents : internationaux et bien formés, d'une part (multinationales, médical, technologies), lents et bureaucratiques, d'autre part (agriculture, tourisme,...). On peut ainsi parler d'un système à deux vitesses suivant le lieu et le type d'investissements.

<sup>4</sup> [Article](#) de janvier 2023 du Magazine de l'université du Costa Rica (UCR), consulté en mai 2023,

## **6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE**

---

### **6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse**

Suisse Tourisme, PRS et Switzerland Global Enterprise ne sont pas présents au Costa Rica. Toutefois, l'ambassade de Suisse est en contact régulier avec ces partenaires en Suisse, ainsi qu'avec le SECO, et la collaboration est excellente. Comme mentionné plus haut (chapitre 2), un MoU dans le domaine du tourisme a été signé entre Suisse Tourisme et son équivalent costaricien en mai 2023.

L'ambassade soigne également les contacts avec les entreprises suisses (ou avec un fort lien avec la Suisse) présentes dans le pays, en restant toujours à l'écoute en cas de demandes ou suggestions – y compris en ce qui concerne les besoins en matière de promotion économique.

En mai 2023, l'ambassade a pu accueillir au Panama et au Costa Rica une délégation économique dirigée par Hervé Lohr du SECO et composée également d'un représentant de S-GE. Les objectifs de la visite étaient de mieux comprendre le climat économique et les opportunités d'investissement de la région, de valoriser le partenariat avec deux alliés de la Suisse sur le plan multilatéral (en particulier le Costa Rica) et de saluer le travail de la nouvelle chambre de commerce Suisse-Panama. La délégation a rencontré les ministères du commerce des deux pays, leurs agences de promotion des investissements, ainsi que les entreprises suisses (multinationales et PME) actives sur place.

### **6.2 Intérêt du pays hôte pour la Suisse**

La perception de la Suisse comme lieu de villégiature, d'éducation et pour d'autres services reste excellente au Costa Rica. Ceci est par exemple régulièrement confirmé par les réactions sur la page Facebook de l'ambassade (qui dans les quatre pays est suivie en grande majorité par des habitants de la région et pas seulement par nos concitoyens). Les vols directs d'Edelweiss sont toujours fort bien remplis, non seulement avec des clients suisses ou européens, mais apparemment aussi avec des Costariciens. Certaines entreprises suisses de tourisme ont d'ailleurs commencé à démarcher activement des clients au Costa Rica pour leur vendre des visites guidées en Suisse.

L'Ambassade a participé en novembre 2022 au forum d'exploration CRECEX, qui réunit des entreprises locales intéressées à exporter leurs produits à l'étranger. A cette occasion, une douzaine d'entreprises (surtout des PME) nous ont demandé des réunions bilatérales afin de pouvoir discuter des opportunités qu'offre le marché suisse.

## ANNEXE 1 – Structure de l'économie

## Structure de l'économie du pays hôte

	<b>Année 2018</b>	<b>Année 2022</b>
<b>Répartition du PIB</b>		
Secteur primaire*	<b>4.5%</b>	<b>4.5% (2021)</b>
Secteur manufacturier*	<b>19.6%</b>	<b>20.5% (2021)</b>
Services*	<b>75.9%</b>	<b>75% (2021)</b>
– dont services publics	<b>n/a</b>	<b>n/a</b>

<b>Répartition de l'emploi</b>		
Secteur primaire**	<b>18%</b>	<b>17% (2021)</b>
Secteur manufacturier**	<b>18%</b>	<b>17% (2021)</b>
Services**	<b>64%</b>	<b>66% (2021)</b>
– dont services publics***	<b>5.8% (2018, IV)</b>	<b>5.1% (2022, IV)</b>

Source(s) :

\*Banque Mondiale :

[https://databank.banquemondiale.org/reports.aspx?source=2&country=CRI&series=&period#selectedDimension\\_WDI\\_Time](https://databank.banquemondiale.org/reports.aspx?source=2&country=CRI&series=&period#selectedDimension_WDI_Time)

\*\*Banque Mondiale :

<https://data.worldbank.org/indicator/SL.AGR.EMPL.ZS?end=2021&locations=CR&start=1991&view=chart>

\*\*\*Institut national de statistiques et de recensement (INEC), Comparación interanual. Población ocupada según características del empleo : <https://www.inec.cr/encuestas/encuesta-continua-de-empleo>



## ANNEXE 2 – Principales données économiques

## Principales données économiques du pays hôte

	2021	2022	2023
<b>PIB (USD mia)*</b>	<b>64.6</b>	<b>68.4</b>	<b>77.8 (e)</b>
<b>PIB/habitant (USD)*</b>	<b>12'473</b>	<b>13'077</b>	<b>14'733 (e)</b>
<b>Taux de croissance (% du PIB)*</b>	<b>7.8</b>	<b>4.3</b>	<b>2.7 (e)</b>
<b>Taux d'inflation (%)*</b>	<b>1.7</b>	<b>8.3</b>	<b>5.2 (e)</b>
<b>Taux de chômage (%)*</b>	<b>13.7</b>	<b>11.7</b>	<b>13.0 (e)</b>
<b>Solde budgétaire (% du PIB)*</b>	<b>-5.4</b>	<b>-3.3</b>	<b>-3.5 (e)</b>
<b>Solde des transactions courantes (% du PIB)*</b>	<b>-3.3</b>	<b>-4.3</b>	<b>-4.1 (e)</b>
<b>Dettes extérieures totales (% du PIB)**</b>	<b>68</b>	<b>63.8</b>	<b>63.5 (e)</b>
<b>Service de la dette (% des exportations)**</b>	<b>182.4</b>	<b>179.6</b>	<b>173.4 (e)</b>
<b>Réserves (mois d'importations)**</b>	<b>4.6</b>	<b>4.7</b>	<b>4.5 (e)</b>

\* Source : FMI, World Economic Outlook (avril 2023)  
<https://www.imf.org/en/Publications/SPROLLS/world-economic-outlook-databases#sort=%40imfdate%20descending>

\*\* Source : FMI, Article IV Consultation (mars 2021)]  
<https://www.imf.org/en/Countries>

## ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

## Partenaires commerciaux du pays hôte

année : 2022

Perspective selon le pays hôte

Rang	Pays	Exportations par le pays hôte (USD millions)	Part	Var. <sup>5</sup>	Rang	Pays	Importations par le pays hôte (USD millions)	Part	Var. <sup>10</sup>
1	USA	7'139	43%	7.6%	1	USA	12'684	44.4%	30.8%
2	Pays-Bas	1'290	7.8%	17.9%	2	Chine	3'356	11.7%	9.9%
3	Guatemala	858	5.2%	7.1%	3	Mexique	1'328	4.6%	11.4%
4	Belgique	799	4.8%	6.4%	4	Malaisie	699	2.4%	-20%
5	Panama	631	3.8%	1.1%	5	Japon	628	2.2%	52.8%
...					...				
8	Chine	472	2.8%	2.2%	25	Suisse	175	0.6%	6.7%
...									
63	Suisse	7	0.04%	0%					
	UE	2'930	17.6%	8.5%		UE	2'015	7.1%	9.3%
	Total	16'612	100 %	7%		Total	28'564	100 %	21.3%

Source : PROCOMER <http://sistemas.procomer.go.cr/estadisticas/inicio.aspx><sup>5</sup> Variation par rapport à l'année précédente en %

## ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux

## Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et le pays hôte

	<b>Export</b> (Mio. CHF)	<i>Variation (%)</i>	<b>Import</b> (Mio. CHF)	<i>Variation (%)</i>	<b>Solde</b> (en Mio.)	<b>Volume</b> (en Mio.)
2018	180.79	2.4	107.19	-0.3	73.60	287.98
2019	191.86	6.1	103.60	-3.3	88.26	295.46
2020	196.94	2.6	100.70	-2.8	96.24	297.64
2021	<b>189.48</b>	<b>-3.8</b>	<b>121.56</b>	<b>20.7</b>	<b>67.92</b>	<b>311.04</b>
<b>2022</b> (Total 1)*	<b>222.87</b>	<b>17.6</b>	<b>141.79</b>	<b>16.6</b>	<b>81.08</b>	<b>364.66</b>
<b>2023</b> (I-VI)**	<b>59.95</b>	<b>4.2</b>	<b>38.5</b>	<b>19.6</b>	<b>21.45</b>	<b>98.45</b>

\*) Total « conjoncturel » (total 1) : sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités

\*\* ) Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente

<b>Exportations</b>	<b>2021</b> (% du total)	<b>2022</b> (% du total)
1. 30 Produits pharmaceutiques	66.2	68.7
2. 90 Instruments optiques / médicaux	13.9	16.1
3. 91 Horlogerie	4.6	4.2
4. 85 Machines (électriques)	3	2.6

<b>Importations</b>	<b>2021</b> (% du total)	<b>2022</b> (% du total)
1. 09 Café, thé	61.2	67.5
2. 08 Fruits et noix	15.2	14.0
3. 90 Instruments optiques/ médicaux	14.8	5.7
4. 85 Machines (électriques)	1.1	4.9

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières

## ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs

## Principaux pays investisseurs dans le pays hôte année : 2021 (2022 pas disponible)

Rang	Pays	Investissements directs (USD, stock)	Part	Variation (stock)	Flux année écoulée (USD)
1	USA	28'900	58.6%	+9.03%	2'612
2	Espagne	2'900	5.88%	+33.97%	985
3	Mexico	2'193	4.44%	+27.86%	611
4	Colombie	1'882	3.8%	+3.29%	62
5	Pays-Bas	1'730	3.51%	+40.69%	704
6	Suisse	1'688	3.42%	-43.25%	-730
7	Panama	1'415	2.87%	+20.71%	293
8	UK	1'400	2.84%	+4.86%	68
9	Canada	1'233	2.50%	+11.19%	138
10	Italie	692	1.40%	+32.37%	224
	Total	49'308	100 %	+10.98%	5'412

Source: FMI, Coordinated Direct Investment Survey (CDIS, Inward Top 20): <http://data.imf.org>